

La Conférence européenne du sport (1973-2005)

Stefan SCHOLL

RÉSUMÉ

Tombée dans l'oubli aujourd'hui, la Conférence européenne du sport (CES), fondée en 1973, constitue l'un des rares exemples de coopération européenne en matière sportive dépassant le conflit Est-Ouest. À la différence d'autres organisations comme l'Union des associations européennes de football (UEFA) ou l'Association des comités olympiques européens (ENOC), la CES a pour originalité de n'avoir limité son action ni à un sport en particulier ni au sport de haut niveau. Forum de communication sur la promotion du « sport pour tous », elle a aussi traité de problèmes concrets et transversaux comme le dopage des sportifs ou la violence des spectateurs. En dépit de tensions sensibles, elle a fonctionné à bien des égards comme un espace d'europanisation pour et par le sport.



Caricature dans la Süddeutsche Zeitung, le 13./14. octobre 1979, à propos de la quatrième CES à Berchtesgaden.

Les grandes compétitions sportives internationales sont l'un des terrains où se joue la guerre froide culturelle après la Seconde Guerre mondiale. Mais, en coulisse, dans les vestiaires pour ainsi dire, des échanges constructifs continuent d'avoir lieu entre dirigeants sportifs, par-dessus le rideau de fer. Ces responsables partagent généralement l'idée que le sport peut et doit être un facteur de paix, en rapprochant des sociétés que la politique sépare. Ils font aussi le constat d'avoir en commun un certain nombre de défis, comme la démocratisation du sport ou la lutte contre le dopage, pour lesquels la coopération est utile voire nécessaire. En Europe, la principale instance où se développent ces échanges est la Conférence européenne du sport (CES).

Ses origines sont à chercher du côté du NGO-Club, une association de fédérations sportives d'Europe de l'Ouest

formée dans les années 1960. Les démarches de cet organisme bénéficient du contexte général de détente géopolitique survenu au début de la décennie suivante dans le contexte des accords d'Helsinki, débouchant sur la création de la Conférence en 1973 à Vienne. Par la suite, la Conférence se révélera à toute épreuve, survivant aux différents épisodes de réchauffement de la guerre froide, par exemple la crise des euromissiles ou la guerre en Afghanistan, notamment lors des boycotts des jeux Olympiques des années 1980. Sans dévier de sa trajectoire, la CES réunit tous les deux ans les dirigeants du sport européen – des responsables des associations sportives de pays de l'Europe de l'Ouest et des hauts fonctionnaires en charge du sport pour l'Europe de l'Est –, comptant au total, pour trente pays participants, une centaine de délégués qui ne s'investissent pas tous avec la même intensité. Les deux Allemagnes, les Pays-Bas, la Suède, l'Union soviétique et la Yougoslavie envoient des délégations plus importantes et plus actives que celles de la France, de la Grande-Bretagne ou de l'Italie.

Les premiers congrès de la CES dans les années 1970 (Vienne 1973, Dresde 1975, Copenhague 1977, Berchtesgaden 1979) se déroulent dans un contexte officiel, sans vraiment laisser de place aux rencontres informelles, témoignant d'une réelle méfiance. Les principaux sujets de discorde font rejouer la ligne de partage politique censée être transcendée, à commencer par le statut institutionnel de la Conférence elle-même. À l'Ouest, on se méfie de ceux de l'Est qui veulent « politiser » l'organisation en la plaçant sous l'égide des États, et l'on s'oppose à la création d'un lien avec la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) proposé par plusieurs pays socialistes en 1975 à Dresde, ou à sa mise en relation avec l'UNESCO, selon une proposition soviétique. Le rôle de l'État, en matière sportive, constitue de manière générale un point de crispation récurrent. D'un côté les délégations socialistes attribuent un rôle central à l'appareil étatique, tandis que de l'autre les délégations occidentales soutiennent la promotion d'associations non gouvernementales, relayant la critique contemporaine du totalitarisme et le discours sur le caractère « apolitique » du sport. Les critiques émanant des représentants de la République fédérale d'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Autriche et de la Norvège sur ce sujet sont quasi obsessionnelles. Toutefois, ceci n'empêche pas, en marge de la Conférence, la signature de plusieurs conventions sportives bilatérales entre les pays de l'Ouest et ceux de l'Est. C'est même l'un des résultats les plus marquants de cette organisation pendant la période.

Au-delà de ce jeu entre désaccords et conventions, des échanges invisibles mais à la portée bien réelle s'opèrent dans la durée. Un espace de communication se forme au sein duquel les participants identifient des problèmes et des priorités d'action partagés. Si la promotion du sport pour tous constitue le principal point de ralliement, des aspects moins positifs comme le dopage, la violence et la commercialisation du sport sont aussi mis à l'agenda. Ces différents problèmes et solutions sont explicitement décrits comme « européens » par les acteurs, qui se sentent impuissants derrière leurs frontières respectives et, dès lors, en appellent à la coopération.

Quelques actions restent néanmoins de l'ordre de la rhétorique – un trait largement critiqué dans la presse européenne, notamment celle de l'Allemagne de l'Ouest, où l'on s'attend à des résultats plus concrets en particulier dans les relations avec l'Allemagne de l'Est. En 1979, lors de la quatrième conférence à Berchtesgaden, Willi Weyer (1917-1987), président de la Fédération allemande du sport (Deutscher Sportbund), tente de transformer la CES en une organisation plus opérationnelle. En vain. Une coalition de délégations ouest- et est-européennes torpille l'initiative. La CES restera une organisation de dialogue et ne pourra fonctionner que sur la base du plus petit dénominateur commun.

Cette même année 1979, un tournant est néanmoins pris avec la création de « groupes de travail » thématiques. Se réunissant beaucoup plus fréquemment et travaillant sur des sujets concrets (construction de gymnases et de terrains de sport, sport et jeunesse, sport pour les femmes, sport pour tous, sport et dopage, coopération scientifique), ces groupes de travail deviennent de véritables plateformes d'échanges entre les experts européens du sport. Le groupe de travail « sport pour les femmes » constitue ainsi le noyau d'un réseau de femmes militant pour une plus grande représentation féminine dans le sport, très actif dans les années 1990. Le groupe « sport et jeunesse » réussit de son côté à organiser un camp de jeunesse lors de la conférence d'Athènes en 1987. Dès lors, un groupe de travail entreprend l'élaboration d'une Charte européenne du sport, qui voit effectivement le jour en 1991.

Cependant, la chute de l'Union soviétique fait perdre l'essentiel de son intérêt à la CES. Le Conseil de l'Europe et l'Union européenne s'imposent progressivement comme les acteurs dominants, conduisant à l'effacement de la Conférence qui finalement disparaît en 2005.

La Conférence européenne du sport n'en aura pas moins été un espace d'eupéanisation important en matière sportive dans le contexte spécifique de la guerre froide, par la mise en réseau et la coopération d'un cercle relativement restreint et durable d'acteurs. Certes, le climat des débats, le format de son institutionnalisation ainsi que la réalisation des projets furent nettement marqués par le clivage entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, mais en échangeant des opinions, en mettant en commun des problèmes, des ambitions et des solutions, les participants ont créé un espace de communication et d'action européen inédit en la matière, et qui a effectivement permis des rapprochements.

BIBLIOGRAPHIE

ANDREWS, David L., WAGG, Stephen (eds), *East Plays West. Sport and the Cold War*, Londres, New York, Routledge, 2007.

MITTAG, Jürgen (ed.), *Europäische Sportpolitik. Zugänge - Akteure - Problemfelder*, Baden-Baden, Nomos, 2018.

SCHOLL, Stefan, « Cooperation and Conflict. The Case of the European Sports Conference in the 1970s and 1980s », dans Grégory Quin, Nicolas Sbeti, Philippe Vonnard (eds), *Beyond Boycotts : National, Continental and Transcontinental Sporting Relations during Cold War*, Berlin, De Gruyter, 2017, p. 109-132.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thematiques/civilisation-materielle/circulations-sportives-europeennes/la-conference-europeenne-du-sport-1973-2005>